

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) SA**

Société anonyme de droit luxembourgeois au capital de 230 936 000 CHF

Siège social : 5, rue Jean Monnet, L-2010 Luxembourg

**I. – Bilan au 31 décembre 2017**

(En CHF.)

<b>Actif</b>	<b>Annexes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales et des banques postales	3.1, 3.2	940 448 450	646 777 404
Prêts et avances aux établissements de crédit	3.1, 3.2		
a) Payables à vue		420 877 043	438 791 362
b) Autres prêts et avances		2 430 415 225	2 937 593 113
		2 851 292 268	3 376 384 475
Prêts et avances aux clients	3.1, 3.2	3 935 034 753	3 610 969 372
Participations dans des sociétés liées	3.3, 3.9	57 008	50 000
Immobilisations incorporelles	3.4, 3.9	301 066	531 204
Immobilisations corporelles	3.5, 3.9	12 986 113	14 530 124
Autres actifs	3.1, 3.6	23 644 086	18 519 937
Comptes de régularisation de l'actif	3.7	20 160 295	23 244 095
<b>Total de l'actif</b>		<b>7 783 924 039</b>	<b>7 691 006 611</b>

<b>Passif</b>	<b>Annexes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Dettes envers des établissements de crédit	4.1		
a) Payables à vue		218 581 394	152 159 207
b) A terme convenu ou avec préavis		1 168 833 828	369 679 340
		1 387 415 222	521 838 547
Dettes envers les clients			
Autres dettes	4.1		
a) Payables à vue		5 543 300 707	5 982 530 706
B) A terme convenu ou avec préavis		378 970 718	732 986 106
		5 922 271 425	6 715 516 812
Autres passifs	4.1, 4.2	14 782 372	17 581 758
Comptes de régularisation du passif	4.3	38 359 370	33 889 492
Provisions			
a) Provisions pour retraites et obligations assimilées	4.4	17 011 422	15 098 583
b) Provisions pour impôts		7 943 924	2 552 986
c) Autres provisions	4.5	10 384 792	14 754 110
		35 340 138	32 405 679
Passifs subordonnés	4.6	36 000 000	36 000 000
Capital souscrit	4.7	230 936 000	230 936 000
Prime d'émission	4.7	27 543 954	27 543 954
Réserves	4.7	75 294 369	84 151 235
Résultat de l'exercice		15 981 189	(8 856 866)
<b>Total du passif</b>		<b>7 783 924 039</b>	<b>7 691 006 611</b>

<b>Éléments hors bilan</b>	<b>Annexes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Passif éventuel	3.2, 5.1	85 368 259	87 883 284
Dont : cautionnements et actifs donnés en garantie		85 368 259	87 883 284
Engagements	3.2, 5.2	606 261 822	899 317 484
Opérations fiduciaires	5.3	158 571 066	482 905 722

Les annexes font partie intégrante des présents comptes annuels.

**II. – Compte de résultat**

(En CHF.)

	<b>Annexes</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Intérêts à recevoir et produits assimilés	6.1	82 566 889	56 271 497
Intérêts négatifs à recevoir	6.1	-8 043 610	-11 109 200
Intérêts à payer et charges assimilées	6.2	-24 244 219	-9 764 277
Intérêts négatifs à payer	6.2	7 899 176	6 223 124
Commissions à recevoir	6.3	122 605 515	112 017 232
Commissions à payer	6.4	-14 691 240	-14 582 844
Pertes nettes sur opérations financières	6.5	-12 346 319	-9 576 363
Autres produits d'exploitation	6.6	11 172 740	15 757 703
Frais administratifs généraux		-122 234 445	-137 368 468
a) Charges de personnel		-72 055 833	-75 234 406
Dont :			
– Salaires et traitements		-55 869 237	-55 349 598
– Charges sociales		-10 002 798	-13 260 745
Dont : prélèvements sociaux au titre des retraites		-4 710 252	-4 241 419
b) Autres frais administratifs		-50 178 612	-62 134 062
Ajustements de valeur relatifs aux immobilisations corporelles et incorporelles	3.9	-2 825 936	-2 981 809
Autres charges d'exploitation	6.7	-11 123 932	-4 844 042
Ajustements de valeur relatifs aux prêts et avances et provisions pour passifs éventuels et engagements	6.8	-6 192 651	-4 495 177
Impôt sur le bénéfice courant		-4 168 279	-802 951
Résultat courant après impôts		18 373 689	-5 255 575
Autres impôts ne figurant pas sous les postes précédents	6.9	-2 392 500	-3 601 291
Résultat de l'exercice		15 981 189	-8 856 866

Les annexes font partie intégrante des présents comptes annuels.

**III. – Rapport du réviseur d'entreprises agréé**

## Rapport sur les comptes annuels

## Opinion

Nous avons vérifié les comptes annuels de Crédit Suisse (Luxembourg) SA (ci-après la « Banque »), qui comprennent le bilan et le compte de résultat pour l'exercice clos au 31 décembre 2017, et les annexes aux comptes annuels, y compris une synthèse des principales procédures comptables.

À notre opinion, les comptes annuels de la société donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 décembre 2017, et de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, et ce conformément aux exigences légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg pour la préparation et la présentation des comptes annuels.

## Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre audit selon le Règlement (UE) N° 537/2014, la Loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (ci-après la « Loi du 23 juillet 2016 ») et les Normes Internationales d'Audit (ci-après les « ISA ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (ci-après la « CSSF »). Nos responsabilités en vertu du Règlement (UE) n° 537/2014, de la Loi du 23 juillet 2016 et des ISA décrites plus en détail dans la section de notre rapport intitulée « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels ». Nous sommes également indépendants de la Banque conformément aux exigences du Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (ci-après le « Code IESBA ») tel qu'adopté pour le Luxembourg par le CSSF ainsi qu'aux exigences déontologiques pertinentes pour notre audit des comptes annuels, et nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités déontologiques conformément à ces exigences.

déontologiques. Nous estimons que les éléments probants recueillis durant notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

#### Questions clés soulevées par l'audit

Les questions clés soulevées par l'audit sont celles qui, selon notre jugement professionnel, revêtaient le plus d'importance dans notre audit des comptes annuels de l'exercice actuel. Ces questions ont été prises en compte dans le cadre de notre audit des comptes annuels dans leur globalité, et dans la formation de notre opinion sur celles-ci, nous ne présentons pas d'opinion distincte sur ces questions.

#### **Dépréciation des prêts et avances aux clients (3,935 milliards de CHF)**

##### Description

Le portefeuille de prêts et avances aux clients de Crédit Suisse s'élève à 3,935 milliards de CHF au 31 décembre 2017. Ces prêts et avances sont évalués au coût, moins une provision pour pertes sur prêts. Les prêts et avances aux clients sont accordés sous forme de découverts et de crédits Lombard (3,103 milliards de CHF) ou de prêts hypothécaires octroyés à des clients privés (349 millions de CHF) ainsi que de prêts aux entreprises consentis à des clients institutionnels (483 millions de CHF). Les éléments hors bilan tels qu'engagements et passifs éventuels s'élèvent à 606 millions de CHF.

NdT : ces chiffres apparaissent avec des virgules dans le texte d'origine, mais la virgule en anglais dénotant des milliers, cela impliquerait des sommes peu vraisemblables. Il semble s'agir d'une erreur et la virgule a été gardée comme séparateur décimal.

Certains aspects de la comptabilisation des pertes sur prêts exigent que la direction habilitée pose des jugements importants, tels que l'identification de prêts qui se dégradent, l'évaluation d'indications objectives de dépréciation, la valeur de garanties et l'estimation du montant recouvrable.

En raison de l'importance des prêts et avances aux clients et de l'incertitude associée relative aux estimations, nous considérons l'appréciation des corrections de valeur sur des prêts hypothécaires et des prêts aux entreprises comme constituant une question clé soulevée par l'audit. Les provisions pour dépréciation des prêts hypothécaires et aux entreprises, y compris les intérêts, ont augmenté de 6,2 millions de CHF pendant l'exercice et s'élèvent à 10,6 millions de CHF au 31 décembre 2017.

Se reporter à la Note 2.2 et aux informations y afférentes présentées à la Note 3.2 concernant le paragraphe des comptes annuels « Informations sur la gestion des risques relatives au risque de crédit ».

#### **Comment notre audit a abordé les domaines prioritaires**

Notre méthode d'audit a porté à la fois sur la vérification de l'efficacité des contrôles internes en se concentrant sur les contrôles clés autour de la détermination des provisions pour pertes sur prêts ainsi que sur des tests de corroboration.

Nous avons examiné par sondage la conception, la mise en œuvre et l'efficacité opérationnelle des contrôles clés utilisés pour déterminer les prêts hypothécaires et aux entreprises et les avances qui sont dépréciés et les provisions à comptabiliser concernant ces éléments d'actifs. Nous avons examiné les contrôles relatifs à

- l'approbation de nouveaux prêts et garanties et l'exactitude des données sur les prêts,
- la surveillance et la présentation de rapports sur l'exposition au risque de crédit,
- l'approbation des notations de risque des prêts,
- l'exactitude des données sur les garanties et de l'évaluation des garanties,
- l'approbation des politiques et méthodes de calcul des provisions et
- l'identification en temps opportun de la dépréciation et du calcul de la dépréciation, des radiations, des défaillances et des prêts à mettre sur la liste sous contrôle.

Nous avons examiné un échantillon de prêts et d'avances afin de déterminer si la perte (moment où la dépréciation est comptabilisée) avait été identifiée en temps utile et, le cas échéant, de quelle manière l'octroi d'un délai de grâce a été considéré.

Lorsque la dépréciation a été identifiée, nous avons examiné l'évaluation commerciale préparée par la direction habilitée pour appuyer le calcul de la dépréciation, en remettant en question les hypothèses au regard de nos attentes basées sur notre connaissance de la Banque et notre expérience du secteur dans lequel elle exerce ses activités et en comparant les estimations aux données externes lorsqu'elles sont disponibles.

Nous avons examiné un échantillon de prêts et d'avances qui n'avaient pas été identifiés par la direction habilitée comme étant potentiellement dépréciés et nous avons formé notre propre jugement quant au bien-fondé de cette décision, en utilisant entre autres des données externes à l'égard des contreparties concernées.

#### Autres informations

Le Conseil d'administration est responsable des autres informations. Les autres informations comprennent les informations contenues dans le rapport annuel, y compris le rapport de gestion, mais ne comprennent pas les comptes annuels et notre rapport de réviseur d'entreprises agréé sur ceux-ci.

Notre opinion sur les comptes annuels ne couvre pas les autres informations et nous ne donnons aucune assurance et n'exprimons aucune conclusion sur ces éléments.

Dans le cadre de nos opérations de vérification des comptes annuels, il nous appartient de lire les autres informations et, ce faisant, de décider si les autres informations sont matériellement incompatibles avec les comptes annuels ou nos connaissances acquises lors de l'audit ou si elles semblent contenir des anomalies significatives. Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous concluons qu'il existe des anomalies significatives dans ces autres informations, nous avons le devoir de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à ce titre.

#### Responsabilités du conseil d'administration en matière de comptes annuels

Le Conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèles des comptes annuels, conformément aux exigences légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg pour la préparation et la présentation des comptes annuels, ainsi que de tout contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels exempts d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans la préparation des comptes annuels, le Conseil d'administration est responsable de l'appréciation de la continuité d'exploitation de la Banque, en divulguant, le cas échéant, des informations en relation avec la continuité d'exploitation et avec l'utilisation du principe de la continuité d'exploitation dans la comptabilité à moins que le Conseil d'administration n'ait l'intention de liquider la Banque ou de cesser l'activité ou s'il n'a pas d'autre possibilité réaliste que de faire ainsi.

#### Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels

Les objectifs de notre audit sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels dans leur globalité ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'émettre un rapport de réviseur d'entreprises agréé qui contient notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais non une garantie que l'audit effectué selon le Règlement (UE) n° 537/2014, la Loi du 23 juillet 2016 et les normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF pourra toujours déceler une anomalie significative s'il en existe. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, l'on pourrait raisonnablement croire qu'elles influenceraient les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces comptes annuels.

Dans le cadre de l'audit selon le Règlement (UE) n° 537/2014, la Loi du 23 juillet 2016 et les normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et gardons un scepticisme professionnel tout au long de l'audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons le risque d'anomalies significatives dans les comptes annuels, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, et nous définissons et réalisons des procédures d'audit en réponse à ces risques et recueillons des éléments probants durant notre audit qui sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que pour une anomalie résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, des faux, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le contournement des contrôles internes.

- Nous effectuons des analyses afin de comprendre les contrôles internes pertinents pour l'audit dans le but de concevoir des procédures d'audit appropriées, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque.
- Nous apprécions la pertinence des principes comptables utilisés et le caractère raisonnable des estimations comptables et les informations connexes fournies par le Conseil d'administration.
- Nous tirons des conclusions quant à au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'administration du principe de l'exploitation continue dans la préparation des comptes annuels, et sur la base des éléments probants recueillis lors de l'audit, sur l'existence ou non d'une incertitude significative concernant les événements ou les conditions qui pourraient faire planer un doute important quant à la continuité de l'exploitation de la Banque. Si nous concluons à l'existence d'une telle incertitude significative, nous avons l'obligation d'attirer l'attention, dans notre rapport du réviseur d'entreprises agréé, aux informations connexes dans les comptes annuels ou, si ces informations sont insuffisantes, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont basées sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du réviseur d'entreprises agréé. Cependant, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire à la cessation d'activité de la Banque.
- Nous évaluons la présentation, la structure et le contenu des comptes annuels dans leur ensemble, y compris les informations fournies, et décidons si les comptes annuels représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière qui atteint l'exigence de présentation fidèle.

Nous communiquons avec les personnes responsables de la gouvernance concernant notamment la portée et le calendrier prévus de l'audit et des constatations significatives faites, y compris les lacunes significatives en matière de contrôle interne que nous identifions pendant notre audit.

Nous devons également fournir aux personnes responsables de la gouvernance une déclaration attestant du fait que nous nous sommes conformés aux règles pertinentes de déontologie concernant l'indépendance, et les informer de toutes relations et autres questions qui pourraient raisonnablement être considérées comme pouvant influencer sur notre indépendance, et le cas échéant, les garanties y afférentes.

À partir des informations partagées avec les personnes responsables de la gouvernance, nous déterminons les questions qui revêtent le plus d'importance dans notre audit des comptes annuels de l'exercice actuel et qui constituent donc les questions clés soulevées par l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport à moins que la législation ou les règlements en interdisent la divulgation.

#### Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été nommés à titre de réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée générale du Conseil d'administration le 21 mars 2017, et la durée totale ininterrompue de notre mandat, y compris les renouvellements antérieurs et les reconductions est de 20 ans.

Le rapport de gestion est conforme aux comptes annuels et a été préparé conformément aux prescriptions de la Loi applicables.

Nous confirmons que les services autres que d'audit interdits par le Règlement (UE) n° 537/2014 relative à la profession de l'audit n'ont pas été fournis et que nous restons indépendants de la Banque dans la conduite de l'audit.

En plus de la mission de contrôle légal des comptes, les services suivants, qui n'ont pas été mentionnés dans les comptes annuels, ont été fournis à la Banque et à ses entreprises contrôlées :

- Services d'aide pour l'établissement des déclarations fiscales pour l'année 2017 pour la société Crédit Suisse Courtage SA.

Luxembourg, le 5 avril 2018  
KPMG Luxembourg  
Société coopérative  
Cabinet de révision agréé  
P. Schanz

#### IV. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public 86, boulevard Haussmann – 75008 Paris.